

Document:-  
**A/CN.4/SR.613**

**Compte rendu analytique de la 613e séance**

sujet:  
**<plusieurs des sujets>**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1961, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

rence des Nations Unies sur le Droit de la Mer. Il est inutile de faire aucune recommandation sur ce sujet.

76. Sir Humphrey WALDOCK tout en partageant, d'une manière générale, l'avis de M. François, estime que de nombreux internationalistes accordent une très grande importance à la question du règlement obligatoire des différends et que la Commission devrait indiquer dans son rapport qu'elle s'est occupée du problème. Il reconnaît aussi qu'il n'est pas opportun de recommander l'insertion d'une telle disposition dans le texte même du projet, comme l'expérience l'a prouvé aux récentes Conférences internationales. A son avis, la Commission devrait déclarer qu'elle a étudié ce qui s'est passé à cet égard à la Conférence de Vienne et qu'elle présume que toute future conférence sur les relations et immunités consulaires procédera au même examen.

77. Le PRESIDENT propose de suivre la procédure indiquée par Sir Humphrey Waldock.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 13 heures

## 613<sup>e</sup> SEANCE

*Lundi 19 juin 1961, à 15 h 10*

*Président : M. Grigory I. TOUNKINE*

### Coopération avec d'autres organes

(reprise des débats de la 605<sup>e</sup> séance)

[Point 5 de l'ordre du jour]

1. Le PRESIDENT rappelle qu'à sa 581<sup>e</sup> séance, la Commission a décidé de ne pas examiner la question de la responsabilité des Etats à la présente session. Toutefois, s'il n'y a pas d'objections, il donnera la parole à M. Louis B. Sohn, Professeur de droit à l'Université Harvard, qui présentera un projet révisé de « convention relative à la responsabilité internationale des Etats à raison des dommages causés aux étrangers », élaboré par la Faculté de droit de Harvard.

2. M. SOHN remercie la Commission pour l'occasion qu'elle lui offre de présenter devant elle le projet définitif de convention relative à la responsabilité internationale des Etats à raison des dommages causés aux étrangers, projet qu'il a préparé en collaboration avec M. Baxter, sur la suggestion de M. Liang, dans le cadre des études de droit international de la Faculté de droit de l'Université Harvard. A l'établissement de ce projet a contribué un comité consultatif auquel participaient, notamment, le professeur Briggs et plusieurs autres professeurs et praticiens éminents.

3. Destiné à fournir une contribution à l'œuvre de codification de la Commission, cet ouvrage long et difficile est de caractère strictement privé; ni l'Université, ni les auteurs n'ont perçu de rémunération spéciale d'aucune sorte pour l'exécuter.

4. Initialement, on avait pensé mettre à jour le projet Harvard de 1929 mais on s'est bientôt rendu compte qu'avec l'évolution qui s'était accomplie et les éléments nouveaux, théoriques et pratiques, que les trente dernières années avaient apportés, il fallait élaborer une œuvre entièrement nouvelle. En six ans, douze projets ont été préparés. Chaque article du texte définitif est accompagné d'une note expliquant pourquoi telle solution a été préférée à telle autre. En outre, les auteurs préparent une étude du droit existant qui contiendra, pour chaque article du projet de convention, un compte rendu aussi complet que possible de la jurisprudence internationale et interne, des traités, de la pratique diplomatique et de la doctrine. Les matériaux à dépouiller étaient si volumineux que la participation de six assistants de recherche à ce travail s'est affirmée indispensable. L'œuvre est plus qu'à demi terminée et plus de mille pages seront prêtes pour l'impression avant la fin de 1961. Les trois parties de l'étude devraient être achevées d'imprimer et mises à la disposition de la Commission au printemps de 1963.

5. Il est une observation générale que l'on peut faire sur le problème difficile de la relation entre la codification du droit et son développement. En matière de responsabilité des Etats, il faut tenter d'arbitrer entre les précédents du passé et les besoins du temps présent. Bien entendu, les précédents doivent être appréciés à la lumière des circonstances dans lesquelles les décisions ont été rendues. Dans la mesure où ces circonstances ont changé, les règles peuvent être à modifier. D'autre part, dans la mesure où les décisions des tribunaux internationaux reflètent les principes fondamentaux du droit international dont la validité est permanente, il serait extrêmement fâcheux de s'en écarter pour satisfaire les intérêts temporaires de tel ou tel groupe de nations. Si tel texte ne donne pas satisfaction à tout le monde, ce qui devra déterminer le choix ce sont les intérêts de la communauté mondiale en voie d'évolution. On ne doit laisser ni l'histoire ni les intérêts nationaux du moment contrarier le progrès mais, en même temps, le souci du progrès ne doit pas conduire à rejeter d'office l'expérience du passé ou les déductions logiques tirées des principes fondamentaux du droit international. Dans toute œuvre de codification, il est nécessaire de peser soigneusement ces éléments pour arriver aux compromis nécessaires.

6. Dans le domaine de la responsabilité des Etats, il faut distinguer les affaires dans lesquelles les divergences entre divers groupes d'Etats sont importantes de celles où les intérêts de tous coïncident. Il peut y avoir conflit sur l'étendue et l'importance des droits sur les biens, mais tous les Etats ont intérêt à donner à l'individu la protection la plus complète contre les dommages à la personne, l'arrestation arbitraire et les inégalités de traitement. Des milliers de jeunes hommes font leurs études à l'étranger, des milliers de techniciens nés sous d'autres cieux remplissent d'utiles missions hors de leur pays, le tourisme s'est développé au-delà des prévisions. Cette coopération internationale florissante, ces contacts étroits entre citoyens de nations variées, sans considération de régime social, font que l'homme a besoin, pour sa protection, d'un système juridique international approprié. L'objet d'une convention sur la responsabilité internationale des Etats à raison des dommages subis par les étrangers est précisément d'assurer cette protection

et d'adapter les vieux principes aux besoins nouveaux. En recherchant des solutions qui rejettent les points de vue extrêmes, les auteurs d'un projet quel qu'il soit s'exposent naturellement à des attaques sur deux fronts. Celui dont il s'agit a appelé de nombreuses critiques dont beaucoup ont été prises en considération; il en est d'autres qui s'annulent les unes les autres, si bien que, vis-à-vis de ces dernières, les auteurs ont, avec certaines explications, maintenu leur projet antérieur, considérant qu'il représente un compromis raisonnable entre ces points de vue différents. Ils ne prétendent pas que leur projet soit le dernier mot sur la question; ils espèrent, du moins, avoir ouvert la voie dans laquelle l'œuvre de codification doit s'engager. Ils espèrent également que leur travail pourra fournir à la Commission la matière première à partir de laquelle elle dégagera, dans ce domaine particulièrement ardu, des solutions qui lui soient personnelles.

7. Le **PRESIDENT** exprime les éloges de la Commission pour l'ouvrage qui vient de lui être présenté. Il est à espérer que des entreprises du même ordre, reflétant d'autres points de vue, seront poursuivies dans d'autres parties du monde, ce qui serait aussi d'une grande utilité pour la Commission lorsqu'elle commencera l'examen détaillé de la matière.

#### Relations et immunités consulaires

(A/4425; A/CN.4/136 et Add.1 à 11, A/CN.4/137)

(suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

#### PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)

##### ARTICLE PREMIER (Définitions)

8. Le **PRESIDENT** invite la Commission à reprendre l'examen du projet sur les relations et immunités consulaires (A/4425) et signale que le Comité de rédaction a remanié comme suit l'article premier :

« 1. Aux fins du présent projet, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous :

a) « *consulat* » ou « *poste consulaire* » désigne tout établissement chargé de l'exercice de fonctions consulaires, qu'il s'agisse d'un consulat général, d'un consulat, d'un vice-consulat ou d'une agence consulaire;

b) « *circonscription consulaire* » désigne le territoire dans les limites duquel le consulat est compétent pour l'exercice de ses fonctions;

c) « *chef de poste consulaire* » désigne toute personne chargée de diriger un consulat;

d) « *fonctionnaire consulaire* » désigne toute personne, y compris le chef de poste, chargée de l'exercice de fonctions consulaires dans un consulat;

e) « *employé consulaire* » désigne toute personne chargée d'une tâche administrative ou technique dans un consulat, ou faisant partie de son personnel de service;

f) « *membres du consulat* » désigne le chef de poste consulaire, les autres fonctionnaires consulaires et les

employés consulaires dans un consulat, dans leur ensemble;

g) « *membres du personnel consulaire* » désigne les fonctionnaires consulaires, autres que le chef de poste, et les employés consulaires;

h) « *membre du personnel de service* » désigne tout employé consulaire affecté au service domestique du consulat;

i) « *membre de la famille* » d'un membre du consulat désigne le conjoint et les enfants mineurs non mariés, vivant à son foyer;

j) « *membre du personnel privé* » désigne une personne employée exclusivement au service privé d'un membre du consulat;

k) « *locaux consulaires* » désigne les bâtiments ou les parties de bâtiments et le terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés aux fins du consulat;

l) « *archives consulaires* » désigne tous les papiers, documents, correspondance, livres et registres du consulat ainsi que le matériel du chiffre, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver;

m) « *ressortissants* » désigne les personnes physiques et les personnes morales, ayant la nationalité de l'Etat dont il s'agit;

n) « *navire* » d'un Etat désigne tout bâtiment destiné à la navigation maritime ou fluviale et battant le pavillon de l'Etat en question ou immatriculé dans cet Etat. »

9. Il invite la Commission à étudier les définitions une à une.

#### Alinéa a) : Consulat, poste consulaire

10. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, a examiné dans son troisième rapport (A/CN.4/137) certaines des observations que les définitions avaient appelées de la part des gouvernements, en particulier des Gouvernements de la Norvège et des Philippines (A/CN.4/136) et de l'Union soviétique (A/CN.4/136/Add.2). Depuis lors, d'autres gouvernements, notamment ceux des Etats-Unis, des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Espagne et du Japon, ont présenté des observations sur l'article premier (A/CN.4/136/Add.3, 4, 6, 8 et 9). Le Comité de rédaction a fait tout son possible pour tenir compte de ces observations.

11. M. ERIM pense qu'il faudrait insérer, en titre, le mot « Définitions » comme dans le projet de 1960.

12. A l'alinéa a), il se demande s'il est à propos de parler de « poste consulaire »; cette expression est souvent usitée dans le droit interne pour indiquer les fonctions, les cadres, tandis qu'en droit international on se sert du mot « consulat ». On pourrait aussi ajouter au texte de cet article les mots « en territoire étranger », car le consulat est toujours à l'étranger. En outre, le passage commençant par les mots « qu'il s'agisse... » n'est pas nécessaire; le membre de phrase immédiatement précédent suffirait.

13. M. LIANG, Secrétaire de la Commission, partage les hésitations de M. Erim quant à l'emploi des mots

« poste consulaire »; non seulement l'expression est plus généralement employée en droit interne mais il se pose aussi une question de terminologie. Le mot « poste » se rapproche plutôt de l'idée de mission, tandis que le « consulat » est un lieu. A l'article 14 du projet, l'expression « poste consulaire » vise certainement la mission consulaire. Pour ces raisons, M. Liang doute fortement que les termes « consulat » et « poste consulaire » soient synonymes. De plus, un établissement n'exerce pas de fonctions consulaires; c'est le consul qui les exerce. Un établissement n'est qu'un local dans lequel le consul exerce ses fonctions.

14. M. EDMONDS partage la manière de voir de M. Liang. L'« établissement » n'est pas le consul ou un fonctionnaire consulaire; ce sont ces personnes et non pas « l'établissement » qui sont chargées de l'exercice des fonctions consulaires. La rédaction devra être modifiée.

15. M. SANDSTRÖM estime que la définition passe sous silence un point essentiel, savoir le fait que le consulat est établi par un Etat sur le territoire d'un autre Etat.

16. M. AMADO déclare nettement qu'il n'acceptera en aucun cas le mot « établissement ».

17. M. YASSEEN soulève une question de méthode intéressant l'ensemble de l'article. Lorsqu'on fait précéder un projet de convention d'une clause de définitions, on doit se borner à définir les expressions qui reviennent fréquemment dans la convention. Pour le reste, on peut donner la définition des expressions isolées, si on le juge nécessaire, dans les articles mêmes où ces expressions apparaissent. Il n'y a pas nécessité de définir les termes « navire », « archives consulaires » ou « locaux consulaires », qui n'apparaissent qu'une fois ou deux dans le projet.

18. Revenant à l'alinéa a), il déclare que le mot « chargé » est impropre. Comme M. Amado a critiqué l'emploi du mot « établissement », on pourrait en trouver un autre — « organe », par exemple — et remplacer simplement les mots « chargé de l'exercice... » par « qui exerce... ».

19. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, indique que l'expression « poste consulaire » a été ajoutée par le Comité de rédaction. Elle revient à plusieurs reprises dans le projet avec le sens de « consulat » (par exemple, dans l'expression « chef de poste consulaire »), cela ne fait pas de doute; il est donc logique de la faire figurer à l'alinéa a). Le mot « consulat » ne saurait être interprété comme désignant l'endroit où les fonctions consulaires sont exercées. En effet, pour désigner l'immeuble, on emploie l'expression « locaux consulaires ». L'idée que « consulat » désigne les quatre classes énumérées est admise de façon très courante. Pour répondre à la demande de M. Erim concernant le membre de phrase « qu'il s'agisse... », il déclare que l'énumération correspond à celle de l'article 8. Certaines conventions bilatérales emploient le mot « consulat », d'autres l'expression « poste consulaire », dans un sens général. Le mieux est donc d'utiliser les deux termes comme des synonymes. L'observation de M. Yasseen relative au nombre excessif des définitions dans l'article premier pourra être prise

en considération à l'occasion de l'examen des différents alinéas.

20. M. AGO a été quelque peu surpris par certaines remarques sur le sens des termes « consulat » et « poste consulaire ». Sa manière de voir est précisément à l'opposé des opinions exprimées. Il est étrange de dire que le « consulat » est un immeuble et le « poste consulaire » une mission. De fait, le Comité de rédaction a utilisé ces deux termes comme des synonymes. L'article 14 emploie l'expression « poste consulaire », tandis que l'article 16 utilise à la fois « poste consulaire » et « consulat ». La tâche de la Commission est de donner, non pas des définitions valables une fois pour toutes, pour tous les temps et dans toutes les circonstances, mais, simplement, des définitions répondant aux exigences du projet. L'énumération qui figure dans le membre de phrase « qu'il s'agisse... » est nécessaire également pour la compréhension. En son absence, on pourrait se demander si la définition vise ou non les vice-consulats. Parlant uniquement du texte français, M. Ago a l'impression que le mot « établissement » vise un organe établi en pays étranger. Certains membres de la Commission semblent, pourtant, lui donner un sens plus concret. C'est là un point que l'on pourrait préciser. Il serait parfaitement admissible d'ajouter l'expression « en territoire étranger », encore qu'elle soit apparemment superflue.

21. M. GROS dit qu'en français le mot « établissement » semble être le meilleur. Dans le langage du droit public français, il n'évoque pas l'idée d'un établissement matériel, mais au contraire d'une personne morale; les établissements publics, par exemple, sont des services publics qui jouissent d'une certaine autonomie. Pour ce qui est du mot « organe », on peut certes parler des organes d'une institution internationale, mais ce terme ne convient pas dans le cas présent. Le mot « établissement » lui est nettement préférable.

22. M. EDMONDS pense que la Commission cherche à exprimer l'idée que c'est dans son ensemble qu'une mission en territoire étranger est chargée de l'exercice de fonctions consulaires, que ce soit sous la direction d'un consul général, d'un vice-consul ou de tout autre fonctionnaire consulaire. Ce n'est pas l'établissement, mais bien la mission dirigée par une personne déterminée, qui est chargée de la fonction. Le mot « établissement » est de nature à induire en erreur.

23. Le PRESIDENT, parlant en qualité de membre de la Commission, déclare partager l'opinion de M. Ago sur l'emploi des mots « consulat » et « poste consulaire ». Il juge indispensable de mentionner le « poste consulaire » car cette expression se rencontre souvent dans le projet. Personnellement il aurait préféré le mot « organe » au mot « établissement », mais lorsqu'il a suggéré ce terme à la Conférence de Vienne, on lui a indiqué que ce n'était le mot propre ni en français, ni en anglais — bien qu'on le trouve dans de nombreux ouvrages de droit constitutionnel français. Quoi qu'il en soit, la question à résoudre quant au fond est celle de savoir si l'on peut dire qu'un « établissement » est chargé de l'exercice de fonctions consulaires. Deux opinions opposées ont été émises. L'une, qui semble être exclusivement celle qui prévaut aux Etats-Unis, consiste à dire qu'une personne déterminée

est chargée de l'accomplissement de fonctions de l'Etat; selon l'autre, au contraire, c'est à l'organe de l'Etat qu'incombent certaines fonctions, et la personne qui dirige l'organe en est simplement le chef. Cette dernière manière de voir correspond plus exactement aux réalités du monde moderne; l'autre conception, au contraire, était très largement admise à l'époque où les relations personnelles jouaient le rôle essentiel. La question a été discutée à la Conférence de Vienne, qui a finalement jugé que c'était réellement l'organe de l'Etat qui était chargé de l'exercice des fonctions diplomatiques; sur cette considération repose toute la philosophie de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (A/CONF.20/13). Il est donc tout à fait juste de voir dans le consulat l'institution chargée de certaines fonctions. Par suite, que l'on emploie ou non le mot « établissement », il faudrait conserver le mot « chargé », à moins de se rallier à la suggestion de M. Yasseen selon laquelle le libellé de ce membre de phrase devrait être « qui exerce des fonctions consulaires ». Quant à la nécessité de préciser que ces fonctions sont exercées en territoire étranger, elle ne semble pas évidente.

24. M. ERIM signale qu'il a examiné de nouveau le projet et qu'il n'y a pas trouvé une seule fois l'expression « poste consulaire », isolée; il est question, aux articles 12 et 16, de « chefs de poste consulaire ». Par conséquent, l'expression « poste consulaire » ne devrait guère figurer dans le projet et n'a donc pas besoin d'être définie. D'autre part, il est douteux que les mots « consulat » et « poste consulaire » soient synonymes.

25. M. AMADO déclare qu'il ne peut accepter le mot « établissement », parce que celui-ci lui rappelle les anciens « comptoirs » coloniaux. Il suppose qu'une impropriété de plus serait sans grande importance, mais nul ne saurait ébranler sa conviction.

26. Le PRESIDENT propose de charger le Comité de rédaction de reviser l'alinéa a), compte tenu des observations qui ont été faites.

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa b) : Circonscription consulaire*

27. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, indique que la nouvelle définition de la « circonscription consulaire » résulte d'une simplification de la définition de 1960, où figuraient les mots « par rapport à l'Etat de résidence ».

28. M. BARTOŠ rappelle que la circonscription consulaire indiquée dans la lettre de provision n'est souvent pas identique à la définition qui en est donnée dans l'exequatur. En ce qui concerne l'Etat d'envoi, la compétence du consul dans sa circonscription est reconnue par la lettre de commission. Les Etats-Unis, par exemple, ne précisent pas les limites de la circonscription consulaire lorsqu'ils créent un consulat, mais se bornent à indiquer qu'il s'agit d'une certaine ville et de ses environs, en laissant à l'Etat de résidence le soin de fixer les limites exactes de la circonscription dans l'exequatur. La définition de 1960 est donc plus proche de la réalité et devrait être conservée.

29. Le PRESIDENT, parlant en qualité de membre de

la Commission, fait observer que l'on pourrait tourner la difficulté en supprimant le mot « compétence », de sorte que le membre de phrase se lirait : « dans les limites duquel le consulat exerce ses fonctions ». Une formule de ce genre pourrait, jusqu'à un certain point, lever la difficulté signalée par M. Bartoš.

30. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA estime que la définition dépendrait du point de savoir si les fonctions seraient effectivement exercées ou si le consul serait simplement considéré comme compétent pour les exercer.

31. Le PRESIDENT, parlant en qualité de membre de la Commission, dit qu'à son avis le mot « exerce » désigne à la fois l'exercice effectif et la compétence pour exercer les fonctions consulaires.

32. M. YASSEEN pense qu'il pourrait difficilement être question, dans une convention, d'exercice illicite des fonctions, mais croit qu'il y aurait peut-être lieu, pour éviter tout malentendu, de parler d'exercice légitime des fonctions.

33. Le PRESIDENT propose de charger le Comité de rédaction de reviser l'alinéa b), compte tenu des observations qui ont été faites.

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa c) : Chef de poste consulaire*

34. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, fait observer que la nouvelle définition de l'expression « chef de poste consulaire » est une version quelque peu simplifiée de la définition de 1960, où il était dit qu'il s'agissait d'une personne désignée par l'Etat d'envoi. On a pensé que cette indication n'était que l'énoncé d'une évidence et qu'elle était donc superflue. La nouvelle version simplifiée doit être interprétée à la lumière des dispositions de la Convention.

35. M. LIANG, Secrétaire de la Commission, rappelle que les classes des chefs de poste sont énumérées à l'article 8 et souligne que cette énumération indique une certaine normalité, autrement dit l'existence d'une nomination dans les règles. En revanche, si l'on dit que le chef d'un poste consulaire est toute personne chargée d'un consulat, on en revient à la notion de mesure temporaire et l'expression pourrait s'entendre, par exemple, d'un agent diplomatique détaché à titre temporaire pour assurer la direction d'un consulat. En d'autres termes, le mot « chargée » évoque jusqu'à un certain point l'idée d'une affectation temporaire. La nouvelle définition est, comme l'a dit le Rapporteur spécial, plus simple que la définition initiale, mais la simplicité ne se confond pas nécessairement avec la précision. L'article 8 n'évoque aucune idée de fonction temporaire; la rédaction en est inspirée de l'article correspondant du projet de 1958 relatif aux relations diplomatiques (article 13), comme l'était la définition du « chef de poste consulaire » approuvée en 1960 par la Commission. En outre, une personne qui assume à titre temporaire la charge d'un poste consulaire n'est pas réellement chef de poste consulaire. Le Secrétaire de la Commission juge donc plus précise la définition de 1960.

36. Le **PRESIDENT**, parlant en qualité de membre de la Commission, dit qu'il conviendrait peut-être de prendre pour modèle le texte de l'alinéa a) de l'article premier de la Convention de Vienne. Il est possible que cette formule ne soit pas parfaite, mais elle a été adoptée par la Conférence de Vienne et le cas est pratiquement analogue à celui qui est envisagé à l'alinéa c).

37. M. **AGO** explique que le Comité de rédaction s'est demandé s'il ne conviendrait pas de reprendre la formule de l'alinéa a) de l'article premier de la Convention de Vienne, mais qu'il a renoncé à cette méthode pour adopter le texte plus simple de l'alinéa c). Une personne peut se voir confier un poste consulaire, mais ne devient réellement le chef du poste qu'une fois munie de l'exequatur, où il faut voir la reconnaissance de sa qualité par l'Etat de résidence. On pourrait dire, de même, que l'agent diplomatique « chargé par l'Etat accréditant d'agir » en qualité de chef de mission ne devient effectivement le chef de la mission qu'une fois reçu l'agrément; néanmoins on pourrait répondre à cet argument que l'octroi de l'agrément est une procédure qui n'a pas un caractère aussi formel que l'octroi de l'exequatur. Ainsi, dans la nouvelle définition, le mot « chargé » laisse entendre que les deux Etats ont à prendre toute mesure nécessaire avant que le chef de poste consulaire puisse entrer en fonctions.

38. M. **JIMÉNEZ de ARÉCHAGA** préfère et la définition de 1960 et la nouvelle définition à la formule employée dans la Convention de Vienne. Etant donné que le mot « consulat » est défini comme désignant également un vice-consulat ou une agence consulaire, le chef de poste, dans une circonscription consulaire, peut n'être pas la personne chargée par l'Etat d'envoi d'exercer les fonctions de chef de poste, puisqu'il peut se faire que celle-ci exerce ces fonctions sous la direction d'un consul général. Il serait plus prudent de ne pas introduire cette cause d'incertitude dans la définition.

39. M. **PAL** fait observer qu'en préparant la nouvelle rédaction de l'article premier, le Comité de rédaction avait à tenir compte de l'emploi des termes dans tous les articles du projet. En critiquant une définition, il faut indiquer en quel endroit et comment la définition proposée n'est pas conforme à la manière dont l'expression est utilisée dans le projet. Les définitions employées dans d'autres conventions ne conviennent pas ici; le sens donné aux mots dans le projet relatif aux relations consulaires est le seul qui doit être pris en considération.

40. Le **PRESIDENT** propose de renvoyer l'alinéa c) au Comité de rédaction pour revision, compte tenu des observations qui ont été faites.

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa d) : Fonctionnaire consulaire*

41. M. **ŽOUREK**, Rapporteur spécial, souligne que la différence entre la nouvelle définition du « fonctionnaire consulaire » et la définition de 1960 ne porte que sur la rédaction; le texte de 1960 définissait le fonctionnaire consulaire par opposition aux membres des missions diplomatiques, alors que la formule du nouveau texte est positive. Il y aurait tout lieu d'accepter la nouvelle

version, d'autant que le Gouvernement de la Norvège a formulé des critiques sur les mots « en dehors des missions diplomatiques ».

42. Le **PRESIDENT** propose qu'en l'absence d'observations la Commission approuve l'alinéa d).

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa e) : Employé consulaire*

43. M. **ŽOUREK**, Rapporteur spécial, signale que le nouveau texte de la définition comporte quelques modifications de forme. Plus précisément, on y a introduit l'expression « employé consulaire », à la place de l'expression « employé de consulat », conformément à la terminologie utilisée dans un certain nombre de conventions consulaires récentes.

44. Le **PRESIDENT** propose qu'en l'absence d'observations la Commission approuve l'alinéa e).

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa f) : Membres du consulat*

45. M. **ŽOUREK**, Rapporteur spécial, indique que le Comité de rédaction a considérablement modifié, en la revisant, la définition des « membres du consulat ». La concordance entre les textes anglais et français présente une difficulté.

46. Sir Humphrey **WALDOCK** a éprouvé certaines doutes, au Comité de rédaction, sur le point de savoir s'il était indiqué de parler des membres du consulat collectivement, comme formant un tout. Il devrait plutôt être dit, dans la définition, que les membres du consulat comprennent toutes les personnes appartenant au consulat. Sir Humphrey pense donc que l'alinéa devrait être libellé comme suit : « *membres du consulat* désigne tous les membres du consulat, y compris le chef de poste, les autres fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ».

47. Le **PRESIDENT**, parlant en qualité de membre de la Commission, déclare qu'il croit opportun de suivre le modèle de l'alinéa b) de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Vienne, où ne figurent ni les mots « dans leur ensemble », ni les mots « y compris ». La meilleure solution serait peut-être simplement de supprimer les mots « dans leur ensemble ».

48. M. **ERIM** fait observer que, d'après la définition donnée à l'alinéa d), l'expression « fonctionnaire consulaire » s'étend également au chef de poste. Par conséquent, il semble qu'il n'y ait aucune raison de mentionner le chef de poste à l'alinéa f). Il suffirait de dire que les membres du consulat comprennent tous les fonctionnaires et tous les employés consulaires.

49. M. **ŽOUREK**, Rapporteur spécial, signale que le Comité de rédaction a examiné la possibilité de retenir une solution comme celle que suggère M. Erim; toutefois, pour des raisons purement techniques, il a décidé de mentionner expressément le chef de poste à l'alinéa f), afin que l'on n'ait pas à se reporter à une autre définition pour déterminer les personnes qui sont visées par l'expression « fonctionnaires consulaires ».

50. M. AGO, appuyé par M. AMADO et par le PRESIDENT, estime que l'on pourrait alléger considérablement l'alinéa en disant tout simplement que l'expression « membres du consulat » désigne tous les fonctionnaires et employés consulaires.

51. Le PRESIDENT propose de renvoyer l'alinéa f) au Comité de rédaction pour qu'il en revoie le libellé, compte tenu des observations dont il a fait l'objet.

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa g) : Membres du personnel consulaire*

52. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, indique que la définition proposée pour l'expression « membres du personnel consulaire » n'appelle aucune explication; d'ailleurs, elle se rapproche beaucoup de la définition de 1960.

53. Le PRESIDENT propose qu'en l'absence d'observation la Commission approuve l'alinéa g).

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa h) : Membres du personnel de service*

54. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, souligne que la définition du « membre du personnel de service » ne figurait pas précédemment dans l'article; le Comité de rédaction a cru devoir l'y insérer parce que la Commission, tenant compte des observations des gouvernements, a exclu le personnel de service du bénéfice de divers articles. Pour établir cette définition, le Comité de rédaction s'est inspiré de l'alinéa g) de l'article premier de la Convention de Vienne.

55. Le PRESIDENT propose qu'en l'absence d'observations la Commission approuve l'alinéa h).

*Il en est ainsi décidé.*

*Alinéa i) : Membre de la famille*

56. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, signale à la Commission que la définition du « membre de la famille » a été nouvellement introduite dans l'article, parce que plusieurs gouvernements ont insisté sur la nécessité de cette définition. Quelques membres de la Commission ont du reste soulevé la même question au cours des débats sur certains articles. Le Rapporteur spécial estime, quant à lui, que le projet serait incomplet s'il ne contenait pas une définition de cette nature, sans laquelle chaque Etat interpréterait l'expression en fonction de son droit interne. Le texte proposé par le Comité de rédaction semble de nature à satisfaire la plupart des gouvernements et, s'il est adopté par la Commission, il aura des chances d'être approuvé par la conférence de plénipotentiaires. Certes, comme toutes les définitions, celle-ci n'est pas parfaite; c'est ainsi qu'elle ne prévoit pas le cas où un consul célibataire confierait à sa sœur le soin de tenir sa maison. Mais le Comité de rédaction est parvenu à la conclusion que les cas de ce genre devraient être réglés par voie d'accord entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence, car la définition ne peut pas se fonder sur des cas exceptionnels. M. Žourek est persuadé que l'Etat de résidence ne refusera jamais son consentement si la

demande d'extension des privilèges et immunités consulaires s'appuie sur des raisons convaincantes.

57. M. ERIM pense, lui aussi, qu'une définition est souhaitable; toutefois, il n'est pas du tout certain que le texte proposé par le Comité de rédaction soit de nature à satisfaire les gouvernements, ni qu'il reflète exactement la pratique existante. C'est définir de façon trop étroite la famille du consul que de la limiter au conjoint et aux enfants mineurs; il serait injuste, par exemple, d'exclure du champ de la définition, la mère du consul qui vit avec lui, ou ses enfants non mineurs qui, poursuivant leurs études, sont encore à sa charge. Il faudrait donc demander au Comité de rédaction d'élargir la définition de manière à y inclure au moins les parents du fonctionnaire consulaire ainsi que les enfants à sa charge, quel que soit leur âge.

58. M. VERDROSS déclare que si, en principe, il aimerait voir définir de façon précise l'expression « membre de la famille », il se demande s'il est possible de délimiter cette notion avec toute l'exactitude requise. On ne trouve pas de définition correspondante dans la Convention de Vienne. Il faut se rappeler, qu'après tout, la polygamie est toujours légale dans certains pays; il ne faut pas oublier, non plus, que certains fonctionnaires consulaires vivent, non seulement avec leur mère, mais aussi avec leur belle-mère. La Commission devrait, soit laisser la décision aux Etats eux-mêmes, comme l'a fait la Conférence de Vienne, soit opter en faveur d'une définition étroite.

59. M. MATINE-DAFTARY indique qu'au sein du Comité de rédaction, il avait défendu la même thèse que M. Erim et préconisé l'adoption d'une définition plus large. On lui avait objecté que les membres du consulat eux-mêmes ne jouissaient pas de privilèges très étendus et que les membres de leur famille étaient exclus du bénéfice d'un grand nombre d'articles du projet. Néanmoins, il persiste à penser qu'une définition plus large serait préférable.

60. Selon M. AMADO, l'expression « enfants mineurs non mariés » donne trop de détails — encore qu'il ne soit pas rare, on le sait, que des jeunes gens se marient avant d'avoir atteint leur majorité. M. Amado pourrait ajouter beaucoup d'exemples concrets à ceux qu'ont mentionnés les orateurs précédents; c'est ainsi que le fonctionnaire consulaire peut avoir une parente non mariée qui désire très vivement l'accompagner à l'étranger. Quoi qu'il en soit, la Commission n'a pas à jouer le rôle d'une organisation internationale de bienfaisance. La solution la plus simple serait de mentionner le conjoint et les enfants du fonctionnaire consulaire, ainsi que toute autre personne à sa charge qui vivrait à son foyer.

61. M. YASSEEN fait observer que le droit de la famille diffère considérablement selon les pays. Il en est de même de la définition de la famille, qui est plus large dans certains pays que dans d'autres. Par conséquent, il serait difficile de trouver une définition de la famille qui puisse être agréée par la grande majorité des participants à une conférence de plénipotentiaires.

62. Rappelant que la Conférence de Vienne s'est efforcée en vain de rédiger une définition acceptable de la famille

aux fins de l'application des immunités diplomatiques, M. Yasseen émet l'opinion que la Commission devrait renoncer à la tentative d'insérer une telle définition dans le projet sur les relations et immunités consulaires. Il estime préférable de laisser cette question à la pratique des Etats dans l'application de la convention, conformément aux accords intervenus entre eux.

63. Le **PRESIDENT**, prenant la parole en qualité de membre de la Commission, signale qu'au moment où elle a discuté de la question, la Conférence de Vienne se trouvait saisie de nombreuses propositions tendant à définir la famille de la façon la plus restrictive à la plus large. Après de longs débats et des consultations de caractère privé, les participants ont décidé de ne pas inclure de définition de la famille dans la Convention de Vienne.

64. Le concept de la famille étant compris de façon très diverse dans les différents pays, il est très douteux qu'il convienne d'en donner une définition dans le projet sur les relations consulaires.

65. Il eût été utile d'insérer une définition de la famille dans la Convention de Vienne — si l'on en avait trouvé une qui fût acceptable — car les membres de la famille de l'agent diplomatique jouissent des mêmes privilèges que l'agent lui-même. La famille du consul ne bénéficiant, en revanche, que de très rares privilèges, il ne semble pas qu'il soit aussi nécessaire de la définir.

66. Si l'on y renonce — comme il le suggère — la conséquence serait la suivante : le mot « famille » serait interprété conformément à la législation de l'Etat de résidence, ou selon la coutume, ou encore par accord bilatéral entre les Etats intéressés. Il est très rare, dans la pratique, que des difficultés se produisent à cet égard et lorsqu'elles surgissent, elles se règlent généralement à la satisfaction mutuelle des Etats et des particuliers intéressés.

67. Sir Humphrey **WALDOCK**, prenant la parole en qualité de membre du Comité de rédaction, déclare que le Comité a eu le sentiment que l'on pourrait s'étonner de ne pas voir figurer une définition du « membre de la famille » à l'article premier, alors que d'autres expressions, beaucoup plus faciles à interpréter, s'y trouvent définies.

68. Il est vrai que la famille d'un membre du consulat ne jouit pas de privilèges aussi étendus que la famille d'un agent diplomatique, mais les privilèges qui leur sont reconnus sont importants car ils ressortissent aux domaines fiscal et douanier. Dans le passé, certains de ces privilèges n'étaient pas reconnus aux membres de la famille du consul. En conséquence, il convient de définir très rigoureusement le « membre de la famille » aux fins du projet d'articles, sans quoi les Etats pourraient hésiter à ratifier la future convention.

69. Le Comité de rédaction a envisagé toutes les possibilités qui ont été mentionnées au cours du débat, mais il lui a paru extrêmement difficile d'élaborer une définition qui tienne compte de tous les cas évoqués.

70. Sir Humphrey souligne que la Commission ne cherche pas à définir la famille à des fins générales, mais seulement aux fins de l'application du projet. C'est pourquoi une définition plus étroite s'impose; personnellement,

Sir Humphrey préférerait que la Commission n'adopte aucune définition plutôt qu'une définition trop large qui compromettrait l'acceptation du projet par les gouvernements.

71. M. **MATINE-DAFTARY** souligne que si la Conférence de Vienne n'a pas, à proprement parler, défini les membres de la famille, elle a qualifié l'expression « membres de la famille » en y ajoutant les mots « qui font partie de son ménage », notamment à l'article 37 de la Convention. Ces mots constituent un élément de définition, puisqu'ils élargissent l'expression de manière à y comprendre par exemple la mère veuve d'un agent diplomatique.

72. Le Comité pourrait donc renoncer à définir les membres de la famille, mais ajouter les mots « qui font partie de son ménage » dans toutes les dispositions où il est question des membres de la famille du consul.

73. Le **PRESIDENT**, prenant la parole en qualité de membre de la Commission, précise que l'insertion des mots « qui font partie de son ménage » dans la Convention de Vienne ne tendait pas à élargir la portée de l'expression « membre de la famille » mais plutôt à la limiter aux membres de la famille qui vivent effectivement sous le même toit que l'agent diplomatique. Cette réserve a été introduite afin de soustraire au bénéfice des privilèges diplomatiques toutes les personnes qui, appartenant à la famille de l'agent diplomatique, ne vivent pas avec lui.

74. Il serait personnellement disposé à accepter une définition comme celle que propose le Comité de rédaction; mais le précédent de Vienne l'incite à penser que l'inclusion d'une définition quelle qu'elle soit, même si elle obtenait l'approbation de la Commission, serait difficilement acceptable pour la future conférence.

75. M. **ŽOUREK**, Rapporteur spécial, dit que les partisans d'une définition élargie de la famille désirent y englober des cas exceptionnels, comme par exemple la mère veuve ou la sœur non mariée du consul. Dans le cas des relations diplomatiques, le statut de ces personnes a toujours été réglé sans aucune difficulté par des arrangements spéciaux. Mais il est clair que l'on ne peut pas admettre une définition large aux fins d'une convention multilatérale. Seule une définition tenant compte des cas normaux est acceptable.

76. En réponse à M. Amado, M. Žourek croit nécessaire de préciser qu'il doit s'agir d'enfants non seulement mineurs mais aussi non mariés. En effet, il n'est pas rare que la fille mineure d'un consul se marie et, quittant la famille de son père, ne bénéficie plus par conséquent de privilèges et immunités d'aucune sorte.

77. Le Rapporteur spécial pense, comme M. Yasseen, qu'il est impossible de trouver une définition de la famille donnant satisfaction à tous les pays, mais la définition en question doit s'appliquer uniquement aux fins de la convention multilatérale. Elle ne préjugera d'aucune sorte la définition de la famille aux fins du droit interne ou d'autres conventions internationales.

78. Il demande instamment à la Commission d'adopter une définition du « membre de la famille ». Cette définition n'était peut-être pas essentielle dans le contexte de la Convention sur les relations diplomatiques parce que



les membres de la famille d'un agent diplomatique ont toujours bénéficié de privilèges et immunités diplomatiques en vertu de la coutume internationale. Par contre, le présent projet d'articles propose d'accorder aux familles des fonctionnaires consulaires quelques privilèges, notamment en matière d'impôts et de douanes qui ne reposent sur aucune pratique générale existante. Les Etats voudront donc connaître la portée exacte de ces nouveaux privilèges avant de ratifier la convention proposée.

79. Enfin, l'absence d'une définition pourrait provoquer des controverses entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence : les autorités de l'Etat de résidence tenteront d'appliquer leur propre définition de la famille, et l'Etat d'envoi pourrait objecter que cette définition est plus étroite que celle de son droit interne. Si le projet ne contient aucune définition des membres de la famille d'un membre du consulat, de telles divergences de vues seront insolubles. Il est donc essentiel d'énoncer une définition applicable dans tous les cas visés par la convention que la Commission est en train d'élaborer.

80. M. PAL est d'avis, comme le Président et M. Verdross, qu'on ne devrait pas essayer de formuler une définition de la famille. Même en y incluant les personnes mentionnées par M. Verdross, les mots « membre de la famille » refléteraient peut-être le concept de la famille des pays occidentaux mais non celui des pays orientaux pour qui cette définition serait par conséquent difficilement acceptable.

81. M. AMADO dit que les explications données par le Rapporteur spécial ne l'ont pas convaincu de la nécessité d'ajouter les mots « non mariés ».

82. Il est sans doute exagéré de prétendre que des Etats refuseraient de ratifier une convention, où sont énoncées tant de règles utiles et importantes concernant les relations consulaires de peur simplement que quelques-unes de ces dispositions puissent profiter à un consul qui désire emmener avec lui sa fille non mariée ou sa mère veuve.

83. Si la proposition tendant à éliminer cette définition du projet est mise aux voix, M. Amado votera en sa faveur.

84. M. JIMÉNEZ de ARÉCHAGA trouve aussi trop restrictive la définition proposée. L'expression « membre de la famille » devrait s'appliquer non seulement à l'épouse et aux enfants mineurs du consul, mais aussi à toutes les autres personnes à sa charge vivant sous le même toit.

85. Sir Humphrey Waldock a insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas de définir le mot « famille » en général, mais simplement de lui donner une définition aux fins strictement limitées du présent projet, afin de rendre ce dernier plus acceptable aux gouvernements. Or, la Commission devait approuver une définition, son interprétation du mot « famille » risquerait d'être considérée comme applicable d'une manière beaucoup plus générale qu'elle ne le voudrait et cela notamment du fait que la Conférence de Vienne n'a adopté aucune définition de ce genre.

86. Pour ces raisons, M. Jiménez de Aréchaga estime qu'il y a lieu d'omettre cet alinéa, à moins que la majorité

de la Commission ne soit disposée à accepter une définition plus large.

87. Sir Humphrey WALDOCK dit que de nombreux pays s'opposent vivement à toute extension exagérée des immunités en matière fiscale, si bien que toute définition élargissant le cercle des personnes qui bénéficient de ces immunités compromettra gravement les chances d'acceptation du projet.

88. Il ne s'agit pas ici en fait de la différence entre la notion de famille dans les pays de l'Ouest et ceux de l'Est. Même dans les pays occidentaux la famille comprend d'autres personnes que celles spécifiées à l'alinéa i). Le Comité de rédaction a cherché à restreindre la portée du terme « famille » du point de vue de l'octroi des privilèges et immunités consulaires.

89. L'absence d'une définition du « membre de la famille » constituerait une lacune dans le projet. C'est pour cela que Sir Humphrey Waldock suggère de renvoyer la définition au Comité de rédaction pour qu'il la revise, compte tenu des débats, mais sans en élargir substantiellement la portée.

90. M. YASSEEN n'accepte pas que l'on fasse une distinction entre « famille » aux fins du présent projet et famille en général. Si l'on admet d'attribuer certains privilèges aux membres de la famille du consul, on ne peut certainement pas refuser ces privilèges à des personnes qui appartiennent à sa famille. Exclure, dans le projet, une de ces personnes de la « famille », reviendrait à dire que la personne en question n'appartient pas à la famille.

91. La définition élaborée par le Comité de rédaction est effectivement la plus restrictive que l'on puisse avancer; même dans les pays qui ont adopté une conception très étroite de la famille, ce mot comprend plus de personnes que celles indiquées dans le texte proposé.

92. Etant donné que le mot « famille » a des portées différentes selon les pays, il est préférable de s'en remettre à la pratique des Etats. Tous les problèmes se présentant à ce sujet seraient ainsi résolus par des accords particuliers entre les Etats.

93. Le PRÉSIDENT constate que la Commission se trouve en face de deux propositions : omettre l'alinéa i) ou renvoyer la définition au Comité de rédaction avec les observations présentées au cours du débat. La première de ces propositions étant la plus éloignée du texte sera mise aux voix en premier.

*Par 9 voix contre 7, avec 2 abstentions, la Commission décide d'omettre l'alinéa i) (définition du « membre de la famille »).*

94. M. MATINE-DAFTARY dit qu'en raison de la décision que vient de prendre la Commission, le Comité de rédaction pourrait examiner sa suggestion d'ajouter les mots « vivant à son foyer » partout où se présente l'expression « membres de la famille d'un membre du consulat ».

95. Le PRÉSIDENT dit que cette question a été soulevée à propos de différents articles et que le Comité de rédaction en tiendra compte assurément.

*Alinéa j) : Membre du personnel privé*

96. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, dit que la définition du « membre du personnel privé » est identique à celle de 1960. On a conservé l'expression « membre du personnel privé » de préférence à « domestique privé » qui figure à l'article 1 h) de la Convention de Vienne. Le Comité de rédaction trouve l'expression « domestique privé » trop restrictive; elle ne comprend pas, par exemple, une gouvernante que le consul aurait fait venir de l'Etat d'envoi.

97. S'il n'y a pas d'observations, le **PRESIDENT** considérera que l'alinéa j) est adopté.

*L'alinéa j) est adopté.*

*Alinéa k) : Locaux consulaires*

98. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, dit qu'on a modifié la définition des « locaux consulaires » de façon qu'elle soit conforme à la définition correspondante de l'article 1 i) de la Convention de Vienne.

99. S'il n'y a pas d'observations, le **PRESIDENT** considérera que l'alinéa k) est adopté.

*L'alinéa k) est adopté.*

*Alinéa l) : Archives consulaires*

100. M. ŽOUREK, Rapporteur spécial, dit que le Comité de rédaction, tenant compte des observations des gouvernements, a modifié et élargi la définition donnée en 1960 des « archives consulaires ». Ainsi, le Gouvernement de l'Union soviétique (A/CN.4/136/Add.2) a proposé que la définition de 1960 soit remplacée par des termes plus larges. Le Gouvernement néerlandais (A/CN.4/136/Add.4) a fait une proposition dans le même sens qui va plus loin encore.

101. Cette définition soulève avant tout un problème linguistique. Dans certains pays le mot « archives » signifie simplement les dossiers des affaires classées. Tant qu'une affaire n'est pas réglée, les papiers y ayant trait sont désignés par le mot « correspondance » ou « documents ».

102. La Convention de Vienne ne contient aucune définition des archives diplomatiques, mais cette définition n'y est peut-être pas aussi nécessaire en raison du statut dont jouissent les locaux de la mission diplomatique, la résidence des agents diplomatiques et les agents diplomatiques eux-mêmes, tandis que les archives consulaires jouissent d'une inviolabilité spécifique et c'est pourquoi il est important de définir ce terme. De plus, il faut définir les « archives consulaires » aussi largement que possible, afin de donner à l'Etat d'envoi toute garantie en ce qui concerne la correspondance, les documents, les livres, le matériel du chiffre de son consulat.

103. Enfin, M. Žourek aimerait mentionner le problème particulier des avoirs en espèces appartenant à l'Etat d'envoi et gardés par le consulat, comme le suggère le Gouvernement des Pays-Bas (A/CN.4/136/Add.4), mais il serait difficile de les inclure dans le terme « archives consulaires »: toutefois il ne fait pas de doute qu'en tant qu'avoirs en espèces appartenant à un Etat étranger, ils sont inviolables sur le territoire de l'Etat de résidence où

qu'ils se trouvent, c'est pourquoi il serait désirable d'ajouter une clause expresse à cet effet, soit dans l'article relatif à l'inviolabilité des locaux, soit dans un article séparé.

La séance est levée à 18 h 5

**614<sup>e</sup> SEANCE**

*Mardi 20 juin 1961, à 10 heures*

*Président : M. Grigory I. TOUNKINE*

**Relations et immunités consulaires**  
(A/4425; A/CN.4/136 et Add.1 à 11, A/CN.4/137)  
(suite)

[Point 2 de l'ordre du jour]

**PROJET D'ARTICLES (A/4425) (suite)**

**ARTICLE PREMIER (Définitions) (suite)**

*Alinéa l) : Archives consulaires (suite)*

1. Le **PRESIDENT** invite la Commission à poursuivre l'examen du projet révisé d'article premier (613<sup>e</sup> séance, par. 8) du projet sur les relations et immunités consulaires (A/4425), établi par le Comité de rédaction.

2. M. YASSEEN rappelle que la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (A/CONF.20/13) ne définit pas les archives diplomatiques. Certes ce n'est pas une raison pour ne pas définir les archives consulaires, si besoin est, dans le projet sur les relations consulaires. Toutefois, l'article premier ne doit définir que les termes qui reviennent fréquemment dans le projet. Dans le cas des archives consulaires, dont il est question aux articles 33 et 55, mieux vaudrait suivre l'exemple de la Convention de Vienne qui définit l'expression « correspondance officielle », non pas en son article premier, mais à l'article 27 relatif à la liberté de communication.

3. Pour ces raisons, si elle approuve la définition des « archives consulaires » proposée, la Commission pourrait l'introduire à l'article 33 qui traite de l'inviolabilité de ces archives. Quant à l'article 55, il n'est qu'une adaptation de l'article 33 aux consuls honoraires, si bien que, dans le contexte de cet article, l'expression « archives consulaires » doit être interprétée d'après l'article 33.

4. M. PAL signale que l'article 33 vise « les documents et la correspondance officielle du consulat » en les distinguant des archives consulaires. Par conséquent, s'il est envisagé de définir les archives consulaires comme comprenant les documents et la correspondance, il faudra retoucher la rédaction de l'article 33.

5. D'après M. AGO, la correspondance embrassée dans la définition du mot « archives » est celle qui se rapporte à des questions réglées. C'est pourquoi le projet devrait stipuler spécialement l'inviolabilité de la correspondance consulaire officielle sur les affaires en cours.